

Démobilisation électorale et ségrégation politique : les leçons des régionales en France

Entretien pour la revue *Transform !* avec

Céline Braconnier,

université de Cergy-Pontoise, et

Jean-Yves Dormagen,

université Montpellier 1,

auteurs de *La Démocratie de l'abstention*, Gallimard, Folio, 2007, Paris.

Transform !:

Quelle est votre appréciation sur l'abstention aux récentes élections régionales ? A-t-elle été particulièrement forte, en comparaison avec les régionales précédentes ? Avec d'autres élections ?

Céline Braconnier :

On a toujours moins voté aux élections régionales qu'à des élections de haute intensité comme les présidentielles, par exemple. Mais on a, cette fois-ci, battu un record historique d'abstention à ce type de scrutin, avec une participation en dessous de la barre des 50%, en recul de 15 points par rapport à 2004.

C'est une évolution qui n'est pas surprenante, puisqu'elle s'inscrit dans la dynamique de démobilisation électorale qui est observable en France depuis le milieu des années 1980. Alors que l'on avait, depuis l'instauration du suffrage « universel masculin » en 1848 et jusqu'à cette époque, beaucoup voté, on remarque que l'on perd en moyenne, à partir de 1986, 10 points de participation pour un scrutin comme les législatives et 10 points également pour les scrutins locaux. Le tournant des années 2000 marque encore une accentuation de cette dynamique, avec une succession de records historiques d'abstention : pour les législatives de 2002 puis les législatives de 2007, pour les municipales de 2008, pour les européennes de 2009, et cette année, pour les régionales.

Et surtout, le 21 avril 2002, pour la première fois, le scrutin présidentiel est, lui aussi, marqué par une progression sensible de l'abstention.

À partir du début des années 2000, la France tend bien à basculer, comme nous l'affirmions en 2007, du côté des démocraties de l'abstention. Comme aux États-Unis, les non votants (c'est-à-dire les non inscrits et les inscrits qui ne se déplacent pas) tendent à être plus nombreux que les votants à l'occasion de la plupart des scrutins. La participation exceptionnelle enregistrée lors de la dernière présidentielle nous paraît relever d'une sorte de parenthèse participationniste enchantée au sein d'un cycle de basse mobilisation électorale de longue durée. Un cumul de facteurs conjoncturels peut expliquer les records de participation enregistrés les 22 avril et 6 mai 2007 : une campagne de très haute intensité qui a commencé très tôt, bien avant la clôture des inscriptions sur les listes, et a permis une exceptionnelle régularisation électorale de masse. La première femme en situation d'accéder à la plus haute charge de l'État, un candidat UMP qui parvient à incarner la « rupture » pour toute une partie de l'électorat constituent autant d'éléments favorables à une très forte mobilisation citoyenne. Mais en dehors de ces circonstances exceptionnelles, il devient difficile de mobiliser une population de plus en plus sceptique à l'égard de la capacité de la politique à modifier ses conditions d'existence et qui est moins exposée que par le passé à des formes d'encadrement sociales susceptibles de se transformer les jours de scrutins en dispositifs actifs de mobilisation électorale.

Transform ! :

Le phénomène semble avoir été très marqué une fois de plus dans les quartiers défavorisés. Ce qui rejoint une de vos observations précédentes (« la démocratie de l'abstention »). Est-ce une confirmation ? Une aggravation ? Comment expliquer cette désaffection ?

Jean-Yves Dormagen :

Quand l'abstention est forte au niveau national, elle l'est d'autant plus dans les quartiers populaires. C'est toujours lors des scrutins de plus basse intensité que l'écart de participation de ces quartiers à la moyenne nationale est le plus marqué. Il a été, en moyenne, de 20 à 30 points lors de ces élections régionales. Alors que l'abstention s'élevait à 51 % en moyenne, au premier tour, elle atteignait jusqu'à 70 % dans des communes populaires comme Garges-lès-Gonesse ou Villetaneuse, et même 75 % dans le quartier du Mirail, à Toulouse, ou encore 72 % à Vaux-en-Velin.

Dans le quartier que nous étudions depuis 2002, la cité des Cosmonautes à Saint-Denis, nous avons déjà enregistré ce type d'écart très marqué à la moyenne nationale depuis le tournant des années 2000 et notamment lors des dernières consultations électorales : lors des européennes de 2009, l'absten-

tion y était de 80% contre 60% au niveau du pays tout entier et de 59% contre 34% lors des municipales de 2008. Et l'on enregistrait déjà le même type d'écart lors des scrutins de faible intensité de la fin des années 1980 et du courant des années 1990. Autrement dit, si les médias semblent davantage prêter attention aujourd'hui aux quartiers populaires, les tendances à la démobilisation électorale que l'on y enregistre ne sont pas une nouveauté. Il n'y a rien là de conjoncturel. L'abstention est, dans ces territoires, largement alimentée par des facteurs structurels. Ne serait-ce que parce que les habitants de ces quartiers ne savent pas plus ce qu'est un député qu'un conseiller régional et que les compétences parlementaires ne sont pas plus connues que celles du conseil régional. L'indifférentisme politique s'explique pour une part par un niveau de compétence politique qui, dans ces quartiers est plus réduit que dans le reste de la population. Mais la non-participation s'inscrit également dans un rapport au monde social marqué par des conditions de vie difficiles. La population, parce qu'elle est plus jeune, plus affectée par le chômage et le travail précaire, parce qu'elle est moins diplômée que la moyenne nationale, cumule les prédispositions à ne pas participer aux élections. C'est aussi ce que montrent les chercheurs de l'Insee à partir d'un échantillon représentatif national dont la participation est contrôlée directement sur les listes d'émargement : ce sont bien les jeunes et les catégories populaires qui s'abstiennent le plus. En outre, le désenchantement à l'égard du politique, lié au déclin des grandes idéologies, à une offre politique plus difficile à différencier du fait de la succession des alternances politiques depuis 1978 qui n'ont pas amélioré la vie des citoyens les plus en difficultés, n'est pas, ici, compensé par du sens civique. Les difficultés cumulées, la jeunesse de la population, le sentiment largement partagé d'être des citoyens de seconde zone expliquent en outre que l'on s'abstienne, dans ces quartiers, sans en éprouver le moindre sentiment de culpabilité.

Transform ! :

Comment s'est-on comporté dans ces quartiers lors de la présidentielle de 2007 ?

Céline Braconnier :

Les enquêtes de l'Insee montrent qu'au niveau national, le phénomène le plus marquant en matière de participation est la diffusion de l'intermittence électorale. On sait qu'aujourd'hui les votants constants représentent moins de la moitié des inscrits. Le reste de la population ne participe que de façon intermittente. Une partie des électeurs ne se déplace désormais que pour les scrutins de très haute intensité.

Dans ce cadre, les quartiers populaires sont ceux où l'on enregistre les plus gros écarts de participation selon le type d'élections. On a enregistré, dans

ces quartiers, des niveaux de participation très proches de la moyenne nationale, donc très élevés, lors de la présidentielle de 2007, avec des scores qui rappelaient ceux enregistrés dans ce type de territoire au cours des années 1970. Mais dès les législatives de juin, c'est aussi là que la démobilisation a été la plus marquée. Par exemple, aux Cosmonautes : 49% de participation au premier tour des élections législatives contre 83% au premier tour de la présidentielle.

Autrement dit, les catégories les plus jeunes, les moins diplômées, les plus précarisées, celles qui sont concentrées dans ces quartiers de banlieue populaire, sont de loin les plus sensibles à l'intensité des scrutins. Dès que cette intensité chute, comme ce fut le cas pour les législatives de 2007, elles cessent de se déplacer. Mais la leçon de 2007, c'est aussi que ces populations demeurent mobilisables dans un contexte de très haute intensité. Pour la dernière présidentielle, la campagne en faveur de l'inscription sur les listes électorales a notamment joué un rôle important. Alors que nous estimions, au tournant des années 2000, qu'entre le quart et le tiers des Français résidant dans ce type de territoires n'étaient pas inscrits sur les listes, il n'y avait plus que 15% de non inscrits au moment du scrutin présidentiel. De même, la campagne de très haute intensité, relayée dans les médias les plus populaires aux heures de grande écoute, a affecté jusqu'aux foyers les moins intéressés par la politique. Comme toute campagne de très haute intensité, la dernière présidentielle a provoqué une mise en branle des environnements sociaux, y compris dans les cités de banlieue. De nombreux dispositifs informels de mobilisation s'en sont trouvés activés. Les discussions politiques dans les familles et sur les lieux de travail, entre amis ou avec des voisins, ont été beaucoup plus fréquentes que dans les conjonctures électorales ordinaires. Aussi l'indifférentisme politique particulièrement marqué en milieu populaire a-t-il été compensé par des incitations particulièrement fortes à se rendre aux urnes.

Transform !:

La désaffection enregistrée aux régionales semble jouer même pour les « candidats issus de la diversité ». Comment l'expliquer ?

Jean-Yves Dormagen :

Une chose est certaine : présenter des « candidats issus de la diversité » ne suffit pas à produire de la mobilisation électorale dans les cités populaires. Mais cela n'a rien de surprenant. La mobilisation électorale est le résultat d'un processus complexe qui repose sur une multitude de facteurs. L'offre de programmes et de candidatures, telle qu'elle est produite par les acteurs politiques et les experts qui les conseillent, ne constitue que l'un de ces facteurs. Il ne suffit pas de proposer un « bon programme » ou de mettre en avant un « bon candidat » pour susciter de l'intérêt et, plus encore, de la mobilisation vers les

urnes. Nombre d'électeurs, en particulier parmi les plus jeunes ou dans les milieux populaires, se tiennent éloignés de la politique, ne prêtent guère d'attention à l'offre électorale et, au final, n'attendent pas grand-chose du résultat des urnes. Seuls ceux que nous appelons les « scrutins de haute intensité » sont susceptibles de produire des effets en matière de politisation et de participation chez ce type d'électeurs. L'élection présidentielle de 1981, ou beaucoup plus récemment celle de 2007, ainsi que le second tour de 2002 offrent de bonnes illustrations de ce type de scrutin. Ils correspondent à une élection présentée par la quasi-totalité des commentateurs comme décisive, mettent en jeu au moins un candidat porteur d'un projet de rupture (Mitterrand, Sarkozy, Le Pen) qui suscite espoir ou inquiétude, donnent lieu à une médiatisation exceptionnelle à laquelle la quasi-totalité de la population se trouve (à des degrés divers) exposée, et, surtout, engendrent une mise en branle environnementale qui peut se manifester tout simplement sous la forme de discussions autour de l'élection qui sont autant de micro-pressions à aller voter. On ignore, en effet, trop souvent ce que la participation électorale doit aux effets d'entraînements produits dans les couples, les familles, les cercles amicaux ou professionnels. Ainsi, les records d'inscription et de participation enregistrés au sein de la jeunesse des cités lors de la présidentielle de 2007 s'expliquent-ils par l'intensité des liens sociaux qui structurent—contrairement à la vision anomique qu'en ont certains—ce type de quartiers. Avec pour conséquence que ces territoires où domine l'indifférentisme politique peuvent aussi se transformer en des espaces de mobilisation le temps d'une révolte ou d'une élection, lorsqu'il s'agit de défier la police à la suite d'une bavure ou de barrer la route de l'Élysée à un candidat perçu comme hostile.

Pour en revenir aux dernières élections régionales, il manquait précisément la quasi-totalité de ces facteurs de mobilisation qui caractérisent un scrutin de haute intensité et ce n'est pas la présence de candidatures « issues de la diversité » qui pouvaient modifier substantiellement un tel état de fait. Il n'est, en revanche, pas possible d'établir ce que de telles candidatures auraient eu comme effets dans un contexte de plus haute intensité électorale.

Transform ! :

Voyez-vous un lien avec l'offre politique et sa relative indifférenciation ?

Céline Braconnier :

Il y a, bien évidemment, un rapport entre la perception de l'offre politique et la participation électorale. Dans cette perspective, la succession des alternances droite-gauche, devenue quasi systématique depuis 1978, est l'une des raisons qui explique que l'on ait basculé dans un cycle de basse mobilisation électorale à partir de 1988. C'est-à-dire, précisément, à partir de la troisième alternance en l'espace de 10 ans. Ces alternances sont porteuses de désen-

chantement démocratique : la forte continuité des politiques publiques qui les accompagnent renforce le scepticisme quant à la capacité des acteurs politiques à transformer la société. Il en résulte une dédifférenciation (*) de la gauche et de la droite, en quelque sorte par la « pratique », qui ne fait que renforcer l'indifférentisme. Cette situation semble particulièrement pénalisante pour les sortants. Même si cela est difficile à mesurer, il est probable que les majorités en place aient subi des phénomènes de démobilisation différentielle ; nous voulons dire par là que ce sont les sortants qui éprouvent le plus de difficultés à mobiliser leurs électeurs. Dans cette perspective si, pour la première fois depuis 1978, les sortants ont remporté les législatives en 2007, c'est parce que Nicolas Sarkozy avait réussi le tour de force de se présenter comme l'homme de la « rupture », bien aidé en cela par une gauche qui le présentait comme une menace.

En résumé, les tendances à la dédifférenciation de l'offre politique sont l'un des facteurs de la progression de l'abstention. Il semble qu'elles pénalisent, en premier lieu, les sortants, qui sont les premières victimes du désenchantement politique généré par des alternances largement perçues comme ne portant aucune alternative.

Transform ! :

Peut-on parler de « crise de la citoyenneté » (désintérêt pour le vote qui n'est pas ou plus considéré comme un devoir, etc.) ?

Jean-Yves Dormagen :

Si l'on veut analyser les facteurs qui peuvent expliquer les raisons pour lesquelles un citoyen se rend aux urnes, il est possible de distinguer des prédispositions durablement incorporées à la participation électorale, d'un côté, et des incitations externes qui peuvent être produites au cours de la campagne électorale, de l'autre.

Parmi les prédispositions durablement incorporées, on peut distinguer ce qui relève de la politisation et ce qui relève du rapport aux normes. Si le niveau de politisation constitue un indicateur important des chances de participation électorale, le rapport aux normes dominantes est, sans doute, encore plus prédictif des chances d'être un votant régulier. Au-delà du choix des gouvernants, la participation au rituel électoral manifeste un rapport d'empathie, plus ou moins conscient, aux institutions fondamentales de l'ordre politique et social. Pour le dire de manière triviale : voter revient toujours, même à son insu, à jouer le jeu des institutions par le simple fait de se conformer aux règles du jeu politique. C'est l'une des raisons pour lesquelles, au sein de la jeunesse des cités, ce sont les plus « intégrés », c'est-à-dire ceux qui se sont le mieux adaptés aux règles de l'institution scolaire et universitaire ou aux règles du marché du travail, qui sont les plus enclins à respecter les règles de l'institution élec-

torale. Dans cette perspective, le vote comme devoir civique représente, bien évidemment, un élément décisif en matière de participation électorale. Ceux qui ont intériorisé cet impératif catégorique participationniste seront, en quelque sorte, par définition, des votants constants. Or, les entretiens ou les observations directes portant sur les comportements électoraux paraissent indiquer un relâchement dans cette relation d'obligation à la pratique électorale. Bien qu'elle soit pour une part dépendante du contexte politique—s'abstenir n'a pas la même signification lors des dernières régionales et le 5 mai 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen est présent au second tour de l'élection présidentielle—, l'abstention ne génère plus, aujourd'hui, de culpabilité dans de larges pans de la population. Il semble que chez les plus jeunes le vote soit perçu comme un droit à disposition et non plus comme une obligation morale. C'est peut-être l'une des raisons qui expliquent pourquoi la participation est beaucoup plus constante chez les personnes âgées. Si celle-ci atteint un pic autour de 70 ans, c'est peut-être parce que les générations plus anciennes ont été socialisées dans un contexte où le rapport d'obligation à la participation électorale était sensiblement plus fort.

Transform !:

L'abstention peut-elle être considérée comme une façon particulière de voter (vote sanction, etc.) ?

Céline Braconnier :

Les élections provoquent toujours des batailles d'interprétation autour des résultats. Il y a systématiquement des luttes autour des élections dont l'enjeu est de faire parler ces voix sans voix que sont les bulletins de votes. Les chiffres de la participation n'échappent pas à cette règle. On fait ainsi parler ceux qui votent, mais on fait aussi parler—ce qui est plus paradoxal—ceux qui ne votent pas et qui sont tout de même supposés avoir adressé un message. C'est comme si un non-acte, ne pas avoir voté, devait nécessairement être porteur d'une signification, en l'occurrence politique. Deux facteurs sont à l'origine de ces luttes pour l'imposition du sens du (non) vote : l'extrême politisation des commentateurs politiques, qui les prédispose à interpréter dans des catégories éminemment politiques jusques et y compris le non-vote et, plus encore, les intérêts des différents producteurs de commentaires politiques à imposer l'interprétation politique des comportements politiques la plus conforme à leurs points de vue politiques.

Or, si l'abstention dit quelque chose du rapport au politique de la population, de la distance qu'elle entretient à l'institution électorale, de la diffusion de l'indifférentisme ou du scepticisme politique, elle ne porte pas un message univoque. Sauf pour une partie réduite de la population—la plus politisée—elle n'est pas un outil au service d'une stratégie de contestation politique. C'est

pourquoi d'ailleurs le terme souvent utilisé de «premier parti de France» pour parler des abstentionnistes est sociologiquement particulièrement inexact, dès lors qu'il laisse penser que ceux qui s'abstiennent formeraient un groupe homogène, porteur d'un message univoque et cohérent.

Transform !:

A-t-on des éléments pour dire que l'abstention nuit davantage à la gauche qu'à la droite ?

Jean-Yves Dormagen :

C'est une question très difficile. On se heurte, en effet, sur ce point à un problème de méthodes. Autant, il est possible de produire des études très précises sur les caractéristiques démographiques et sociales des abstentionnistes, autant il est difficile de mesurer les caractéristiques politiques de l'abstention. Et cela pour une raison très simple : les sondages reposant sur des questionnaires constituent une technologie inadaptée à la mesure de l'abstention. En effet, l'abstention est particulièrement mal enregistrée par les instituts de sondages, soit parce que les abstentionnistes sont nettement sous-représentés dans les échantillons à vocation représentative, soit parce qu'ils dissimulent leur absence de participation en se présentant comme des votants. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas, en l'état actuel, se fier aux sondages pour établir si l'abstention pénalise plutôt la droite ou plutôt la gauche. On est donc obligé de se cantonner à des hypothèses.

Lors des dernières élections régionales, un certain nombre de témoignages et d'observations partielles paraissent indiquer une désaffection des électeurs de Nicolas Sarkozy pour les listes de l'UMP. Il est probable que dans un contexte où la droite gouvernementale se présente sous la forme d'un parti unique, profondément associé à la figure d'un président de la République dont toutes les enquêtes montrent que la cote de popularité est au plus bas, une partie des électeurs de l'UMP de 2007 se sont abstenus. Dans cette perspective, l'abstention que l'on pourrait qualifier, pour aller vite, de «politique» a certainement pénalisé l'UMP au profit de la gauche. Ce point permet d'ailleurs de souligner l'importance des mobilisations différentielles et de rappeler qu'une élection se gagne d'abord en assurant la mobilisation optimale de son électorat potentiel.

Mais cette hypothèse, aussi plausible soit-elle, ne doit pas occulter à quel point l'abstention concerne, en premier lieu, les segments de la population et les territoires au sein desquels la gauche obtient ses meilleurs résultats électoraux. Lors de ces régionales, les taux d'abstention les plus élevés ont été enregistrés dans les quartiers qui avaient offert ses meilleurs résultats à la candidate du PS lors du second tour de la dernière présidentielle. Une grande partie de la jeunesse des cités qui s'était massivement inscrite il y a 4 ans, n'est d'ailleurs

plus retournée aux urnes depuis le second tour de 2007. Plus globalement, toutes les études montrent que l'abstention est particulièrement massive chez les jeunes, les moins diplômés, les ouvriers et les employés. Alors qu'à l'inverse, on l'a dit, la participation reste élevée chez les plus de 40 ans, avec un pic de mobilisation autour de 70 ans, c'est-à-dire dans les tranches d'âges qui avaient le plus voté pour Nicolas Sarkozy en 2007. De ce constat il résulte que c'est, selon toute probabilité, la gauche qui dispose des plus grandes réserves chez les abstentionnistes. Donc que c'est à la gauche qu'il revient, en priorité, d'inventer des dispositifs de mobilisation pour susciter le retour vers les urnes de populations qui lui sont plutôt favorables, au premier rang desquelles figure la jeunesse des cités populaires.

Propos recueillis par Louis Weber

(*) Ce qui renforcerait la théorie du « tous pareils » [NDLR].